REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

New version

DISCOURS

A

A L'OCCASION DE LA SEIXIEME CONFERENCE DES PARTIES

A LA CONVENTION CADRE DES NATIONS UNIES

SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

SERVANT DE SIXIEME REUNION

DES PARTIES AU PROTOCOLE DE KYOTO

CANCUN, le 9 Décembre 2010

Vérifier à l'audition

Madame la Présidente,

Permettez moi tout d'abord d'exprimer en mon nom propre et au nom de la délégation qui m'accompagne, nos remerciements les plus sincères pour l'accueil qui nous a été réservé par le gouvernement du Mexique.

Madame la Présidente,

La République Démocratique du Congo souscrit naturellement à la déclaration du G77 et de la Chine et soutient fermement la position du groupe Afrique.

Mon pays réitère par cette déclaration son souhait de voir: (i) les deux voies de négociation à savoir **l'action de coopération à long terme LCA** et le **Protocole de Kyoto** évoluer à la même vitesse afin d'aboutir à des décisions concrètes et (ii) toutes les parties participer à cette lutte chacune à la hauteur de ses moyens et à la mesure de sa responsabilité historique .

Aussi, souhaiterions nous que des dispositions puissent être prises pour qu'une deuxième période d'engagement pour le Protocole de Kyoto soit adoptée. Nous sommes conscients des imperfections du Protocole, qui cependant, ne justifient nullement son annulation, d'autant plus que nous ne disposons pas, à ce jour, d'autre instrument juridique contraignant.

Madame la Présidente,

Si des décisions sérieuses ne sont pas dégagées concernant le protocole de Kyoto, la culture de l'impunité et de l'irresponsabilité environnementale sera le signal que va percevoir la société. Et cela va créer un précédent dans tous les domaines en terme de droits humains, de droits sociaux et de l'ordre économique local et mondial.

Est-ce là le résultat que nous voulons obtenir ?

Madame la Présidente,

La République Démocratique du Congo comme la plupart des pays du continent va faire face à des phénomènes liés aux changements climatiques et à ce titre nous pensons que l'adaptation, le renforcement des capacités et le financement constituent la priorité des priorités pour l'Afrique. Aussi nous attendons des avancées significatives concernant le fonds d'adaptation et le fonds vert.

Les promesses de Copenhague sont restées lettre morte, les fonds appelés FAST START censés couvrir la période 2010 -2012 ne sont à ce jour pas mobilisés.

Et pendant ce temps, comme je l'avais déjà souligné à Copenhague alors que nous poursuivons nos discussions et nos tergiversations ici, il est 17h heure locale en République Démocratique du Congo, la journée est terminée et des centaines d'arbres ont été abattus depuis le matin pour satisfaire les besoins de nos populations qui vivent de la forêt, dans la forêt et à travers la forêt.

C'est malheureusement la réalité quotidienne et elle aurait pu être en partie inversée si l'action était réelle et les discussions moins longues.

Madame la Présidente,

La République Démocratique du Congo va à présent parler au nom de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale composée des pays suivants : le Congo, la République Centrafricaine, le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Cameroun, le Tchad, le Burundi, le Rwanda, Sao Tomé et Principe et la République Démocratique du Congo afin de vous livrer son message concernant le mécanisme REDD+.

Le Bassin du Congo avec ses 230 millions d'ha constitue le deuxième plus grand massif forestier tropical du monde et sans prétention aucune, nous affirmons qu'il est le mieux préservé.

Les pays du Bassin du Congo, conscients de l'importante contribution qu'ils peuvent apporter dans le processus de stabilisation du climat et de leur rôle dans le futur régime climatique, tiennent à réaffirmer ici leur volonté de participer à l'effort mondial de lutte contre les changements climatiques à travers le mécanisme REDD+.

Notre sous région comme vous le savez est une zone à très fort potentiel écologique, mais il faut également rappeler que nos pays sont très riches en matières premières indispensables au développement économique tant au niveau local que mondial.

Pourtant, les pays du Bassin du Congo se sont résolument engagés collectivement pour développer des stratégies d'utilisation durable des ressources naturelles afin d'en assurer la pérennité par la signature d'un plan de convergence sous régional sur cette question. Ainsi, nous détenons 15 millions de forêts de production gérées de manière durable, dont 5 sont déjà certifiés et près de 40 millions d'ha de forêts ont été dédiés à la conservation stricte. Et le processus continue, notre ambition étant d'atteindre 100% des forêts de production certifiées et une augmentation significative de la superficie des forêts de conservation d'ici à 2020.

Madame la Présidente,

Nous avons fourni des efforts, nous sommes disposés à les poursuivre, mais pour cela les efforts devraient être réciproques. Les discussions qui trainent en longueur sur REDD+ notamment sur les mesures de sauvegarde et sur nos engagements à long terme doivent cesser. Car ceci pourrait à la longue tuer le processus. Comme dit l'adage : le mieux est l'ennemi du bien. Par ailleurs, La République Démocratique du Congo au nom de la COMIFAC s'oppose à ce stade que REDD+ soit inclus dans le volet NAMAs.

Madame la Présidente,

A l'heure des hautes technologies de pointe qui facilitent la communication et l'information, nos populations sont aujourd'hui en mesure de suivre l'actualité, elles sont en mesure de suivre nos débats et elles sont en mesure de nous demander des comptes à nous les politiques qui les représentons dans ces négociations.

Nous entamons des réformes structurelles, institutionnelles et juridiques pour être prêts à intégrer le futur ordre économique mondial sobre en carbone et la République Démocratique Congo au côté des pays du Bassin du Congo entend être un des acteurs majeurs du processus. A ce titre, sachez que l'opinion publique du Bassin du Congo reste plus que jamais alerte et attentive à ce qui sortira de Cancun.

Madame la Présidente,

Demain vendredi 10 Décembre marquera la fin du sommet de Cancun. Cette même date marquera je l'espère, la fin des incertitudes et actera le retour de la confiance.

Je reste convaincu Madame la Présidente que nous ne quitterons pas Cancun sans aboutir à un ensemble de décisions concrètes qui tiennent compte de l'aspiration de nos populations à un développement social et économique qui puisse garantir l'avenir aux générations futures.

Je vous remercie.